

Budget Primitif 2025 : NOTE DE SYNTHESE

Le Budget Primitif est un acte juridique qui retrace l'ensemble des prévisions pour une année civile, il prévoit et autorise les dépenses et recettes du 01 janvier au 31 décembre de l'année 2025.

L'article L. 2313-1 du CGCT prévoit qu'une « *présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux* ».

La présente note répond à cette obligation et permet de synthétiser la maquette budgétaire.

Le budget a été établi dans le respect des orientations budgétaires présentées lors du débat qui s'est tenu le 28 janvier 2025.

La préparation du Budget Primitif 2025 s'inscrit dans un contexte économique incertain et marqué par une inflation modérée, une réduction des dotations de l'Etat et une nécessaire maîtrise des dépenses publiques. La commune doit ainsi concilier les impératifs de gestion rigoureuse avec la poursuite des investissements structurants.

Structure du budget :

Deux sections structurent le budget de la collectivité :

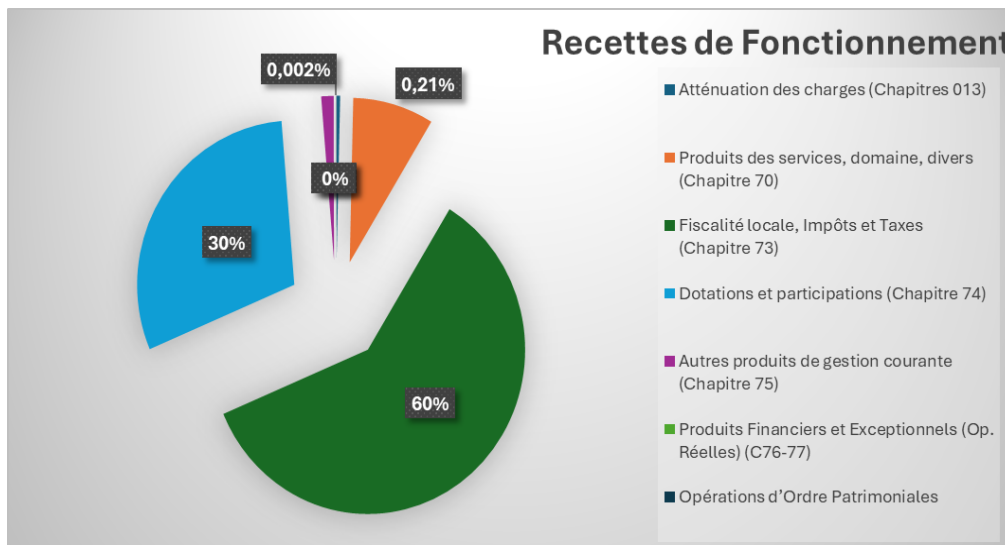
A – LA SECTION DE FONCTIONNEMENT :

En fonctionnement, les sections recettes et dépenses s'équilibrent pour un total de **22 109 206 €** en 2025.

I- RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Ces recettes prévisionnelles sont composées d'opérations réelles et de mouvements d'ordre.
Elles s'établissent comme suit :

	BP 2025	BP 2024
Atténuation des charges (Chapitres 013)	80 000,00	52 685,00
Produits des services, domaine, divers (Chapitre 70)	1 841 585,00	1 605 935,00
Fiscalité locale, Impôts et Taxes (Chapitre 73)	13 244 650,00	12 904 440,00
Dotations et participations (Chapitre 74)	6 654 495,00	5 548 320,00
Autres produits de gestion courante (Chapitre 75)	281 663,00	335 621,00
Produits Financiers et Exceptionnels (Op. Réelles) (C76-77)	340,00	372,00
S/Total des recettes directes	22 102 733,00	20 447 373,00
Opérations d'Ordre Patrimoniales	6 473,00	6 500,00
Excédent de fonctionnement reporté ou anticipé (Cpt 002)	0,00	4 190 088,83
TOTAL GENERAL	22 109 206,00	24 643 961,83



- **Les produits des services (Chapitre 70) s'élèvent à 1 841 585 €** : composés essentiellement des recettes des services municipaux relatives à la restauration scolaire, l'ALSH, l'accueil périscolaire, la crèche, le CMS, ... et ajustées selon les réalisations de l'année 2024 et de l'effectif prévisionnel de 2025.
- **La fiscalité locale, Les impôts et taxes (Chapitre 73 et 731) s'élèvent à 13 244 650 €**. Ce Chapitre englobe
 - Les recettes de la Taxe Foncière et d'habitation (9 200 000 €), la taxe sur l'électricité (230 000 €), la TLPE (86 000 €), les droits de mutations (204 000 €), ...
 - Les attributions de compensation (AC), sans nouveau transfert anticipé sur la période, restent stables à hauteur de 3 002 640 €.
 - La Dotation de solidarité Communautaire (DSC) versée par l'AME est inscrite à hauteur de 280 000 € au budget primitif 2025.
 - Concernant le **Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (F.P.I.C)**, nous avons inscrit la somme de 235 000 € dans l'attente de la notification définitive en 2025.

Les autres recettes fiscales n'appellent pas d'observations particulières car elles demeurent stables.

- **Les dotations et participations (Chapitre 74) sont inscrits à hauteur de 6 654 495 €** : elles se composent de :
 - La dotation forfaitaire (1 473 000 €),
 - La D.S.U. (Dotation de Solidarité Urbaine) (2 800 000 €),
 - La Dotation Nationale de Péréquation DNP (65 000 €),
 - La compensation des pertes de recettes fiscales à la suite de la réforme de la fiscalité (800 000 €), ...

Les autres recettes de fonctionnement représentent essentiellement les participations perçues des communes au titre des remboursements des frais de scolarité, de la CAF, la Région, le Département et l'Etat. Elles demeurent stables ou évoluent peu par rapport au réalisé de 2024 (utilisation des installations sportives, PACT 2025, les dotations de recensement...).

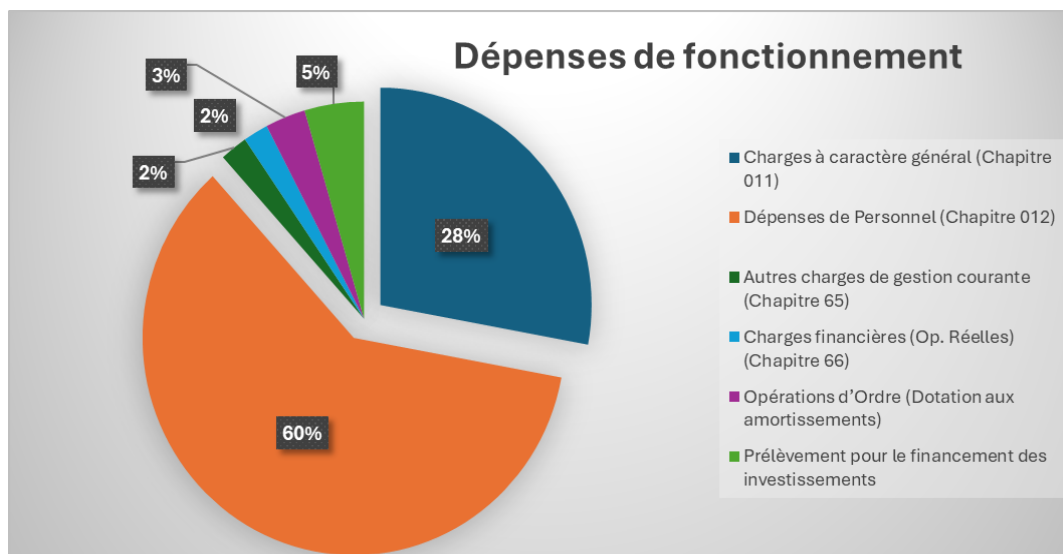
- **Les produits de gestion courante (chapitre 75)** sont inscrits à hauteur de **281 663 €** et représentent essentiellement les revenus d'immeuble ainsi que les remboursements des assurances relatifs au bâtiment sinistré de la ville (Police Municipale).
- Concernant les **autres recettes réelles (chapitre 76 et 77) et les opérations d'ordre**, elles représentent respectivement 340 € et 6473 €.

II - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Ce sont les dépenses liées au fonctionnement courant de la Ville.

Elles regroupent les :

	BP 2025	BP 2024
Charges à caractère général (Chapitre 011)	6 169 072,00	7 155 506,83
Dépenses de Personnel (Chapitre 012)	13 350 975,00	13 499 880,00
Autres charges de gestion courante (Chapitre 65)	466 909,00	879 390,00
Charges financières (Op. Réelles) (Chapitre 66)	421 750,00	415 000,00
Charges exceptionnelles (Op. Réelles) (Chapitre 67)	5 500,00	18 935,00
Dotation aux provisions (Op. Réelles) (Chapitre 68)	10 000,00	25 000,00
S/Total des dépenses directes	20 424 206,00	21 993 711,83
Opérations d'Ordre (Dotation aux amortissements)	680 000,00	650 250,00
Prélèvement pour le financement des investissements	1 005 000,00	2 000 000,00
TOTAL GENERAL	22 109 206,00	24 643 961,83



- **Les charges à caractère général (chapitre 011) s'élèvent à 6 169 072 €**, il est en baisse par rapport au BP 2024 de 13,79 % du essentiellement à des ajustements au réalisé de l'année dernière.
- **Les charges de personnel (Chapitre 012) sont inscrites à hauteur de 13 350 975 €**. Les charges de personnel représentent l'un des premiers postes de dépenses de la collectivité. Les années précédentes

ont connu un nombre important de réformes en termes de revalorisation qui ont impactées les charges de personnel.

- **Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) sont de 466 909 €.** Elles incluent quelques avances de subventions aux associations, les indemnités des élus, les droits d'utilisation informatiques et les admissions en non-valeur et créances éteintes.
- **Les charges financières relatives aux intérêts de la dette sont inscrites à hauteur de 421 750 €**
- **Les opérations d'ordre, essentiellement les dotations aux amortissements, s'élèvent à 680 000 €.**
- **Le virement à la section d'investissement est de 1 005 000 €,** il représente une baisse de presque 50% par rapport au budget primitif de l'année précédente. Ce montant sera revu à la hausse à la suite du prochain vote du résultat de l'exercice 2024.

B – LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

La section d'investissement s'équilibre à **5 295 548 €**. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique récurrence et quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets structurants de la Ville à moyen et long terme.

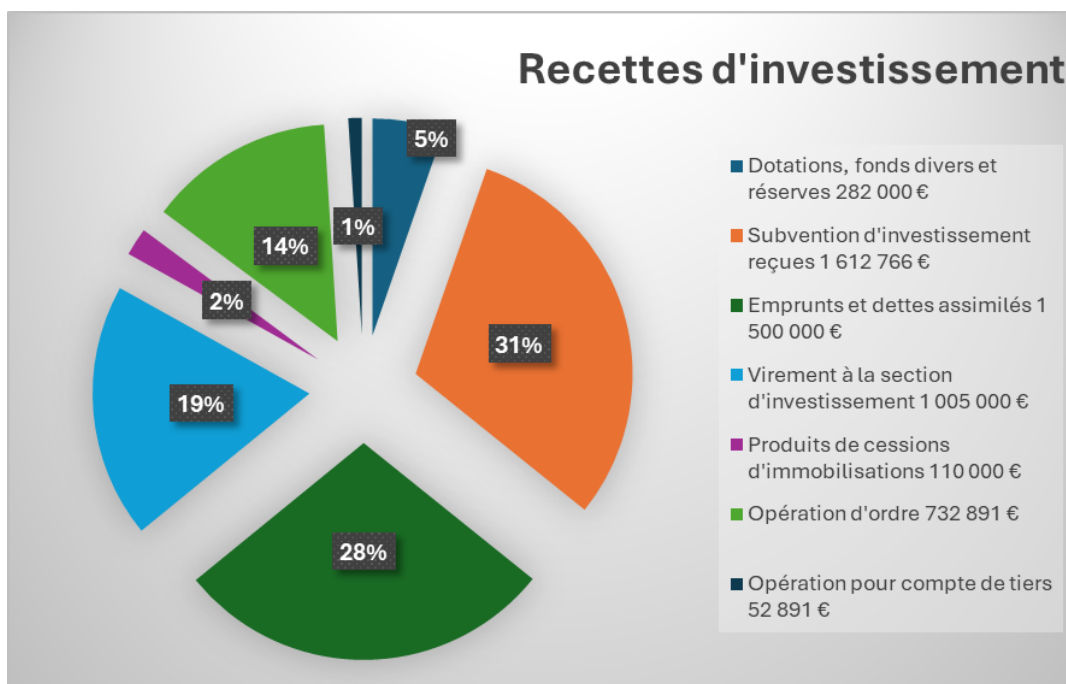
I- RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les **recettes d'investissement** comprennent les subventions d'investissement perçues, la taxe d'aménagement, les cessions immobilières, les emprunts et les reversements de TVA par l'Etat (FCTVA). Elle bénéficie également d'un virement de la section de fonctionnement (transfert d'une partie de l'excédent de fonctionnement et de l'amortissement des immobilisations).

Elles sont inscrites pour un total de **3 557 657 €** en opérations réelles, dont :

- **Les dotations, fonds divers et réserves (chapitre 10)** sont enregistrés à hauteur de **282 000 €** avec un Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) de 200 000 €, et une Taxe d'Aménagement pour 82 000 €.
- **Les subventions d'investissement (chapitre 13) représentent 1 612 766 €,** elles représentent des participations de l'Etat, du Département, de la CAF et de la Région pour les projets structurants de la Ville (Point d'Accueil Jeunesse, gymnase Paul ELUARD, crèche, rue Lecoq et Berlioz...). D'autres demandes sont en cours d'élaboration et seront intégrées au budget courant 2025.
- **Les emprunts et dettes assimilées (chapitre 16)** pour un total de **1 500 000 €** qui permettront de compléter la section et assurer le financement des projets de la Ville.

Les recettes d'ordre sont de 1 737 891 €, elles intègrent le virement de la section de fonctionnement cité ci-dessus, les amortissements des immobilisations de la Ville ainsi que des opérations de régularisation sur exercices antérieurs.



II- DEPENSES D'INVESTISSEMENT

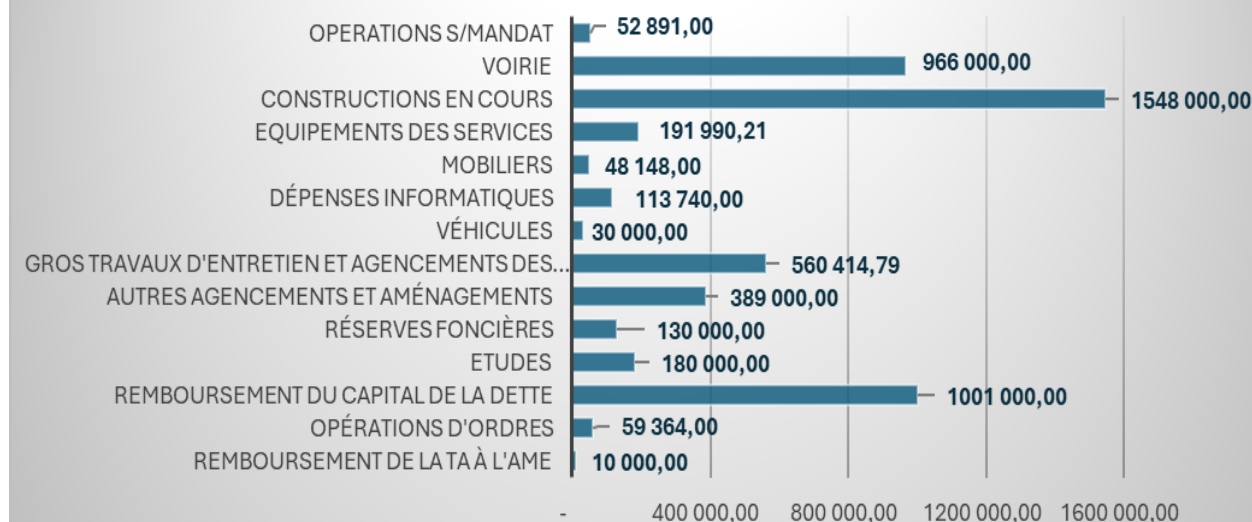
Les **dépenses d'investissement** sont de l'ordre de **5 295 548 €** et s'équilibrent avec les recettes de la section concernée.

Il s'agit de l'ensemble des investissements structurants de la Ville, elles sont essentiellement composées, entre autres, de :

- Les études : AMO Jean JAURES, la vidéosurveillance, AMO stade Maillet, AMO du Lancy et le décret du tertiaire pour l'étude énergétique des bâtiments publics,
- La voirie dont la réfection des rues Berlioz et le Coq,
- Les équipements des services, mobilier, matériels de défenses incendie ainsi que les équipements informatiques,
- Les gros entretiens et agencement des bâtiments publics : travaux dortoir de la crèche Casanova, Toiture du CACB, menuiserie et sol dans les écoles, changements de chaudière, Travaux au Hangar, ...
- Les réserves foncières : alignements, acquisitions de terrain, ...
- Les constructions en cours : Le Point d'Accueil Jeunesse, le gymnase ELUARD et la maison de quartier de la Pontonnerie
- Le remboursement du capital de la dette de la ville

Les dépenses d'investissement sont réparties comme suit :

Dépenses d'investissement



Le budget primitif 2025 de la commune témoigne de la volonté de maintenir une gestion responsable tout en poursuivant le développement du territoire. Il vise à assurer la qualité des services publics tout en préservant l'équilibre financier. Une attention particulière sera portée à l'évolution des ressources et des dépenses pour garantir la viabilité à long terme des finances communales.